

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4942- MARDI 4 FÉVRIER 2025

CONGO-UA

Les adieux de Moussa Faki Mahamat à Denis Sassou N'Guesso

Après huit années à la tête de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat qui s'apprête à passer le témoin a exprimé sa reconnaissance au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, au cours d'une audience, lundi 3 février, à la résidence du Plateau centre-ville. S'exprimant à l'issue du tête-à-tête, le président de la Commission de l'UA a salué les avancées accomplies par l'organisation panafricaine durant son mandat et noté les défis posés à la fois par le contexte international difficile et les conflits dont l'Afrique fait face à l'intérieur des Etats.

Page 16

Échange entre le président Denis Sassou N'Guesso et Moussa Faki Mahamat



FORCES ARMÉES CONGOLAISES

L'auto-évaluation, un moyen pour renforcer la compétence

A l'issue de la conférence de planification, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division, Guy Blanchard Okoi, a enjoint les commandants des zones militaires d'assurer la formation continue des personnels sur la manière de conduire un travail dans le fond, la forme, ou encore le format et surtout le respect et l'éthique. « Il s'agit de s'approprier les textes, les connaître, les structurer, les étudier et les faire



Une vue des participants/Adiac

connaître. C'est ainsi que l'on doit savoir ce que l'on doit faire, et le faire conformément aux procédures et aux différents règlements. Cela est indispensable

pour que tout le monde parle le même langage et agisse parfaitement en symbiose », a précisé le chef d'état-major général.

Page 2

EST DE LA RDC

Le Rwanda salue la proposition d'un sommet conjoint régional

Le Rwanda a salué dimanche un appel à organiser un sommet conjoint régional pour tenter de résoudre le conflit en cours en République démocratique du Congo (RDC). Les 16 pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe, lors du sommet qui s'est tenu vendredi dernier au Zimbabwe, ont réclamé un sommet conjoint avec les 8 pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est « afin de réfléchir à la manière de régler la situation sécuritaire en RDC », où le groupe armé antigouvernemental M23 et l'armée rwandaise ont pris la grande ville de Goma (à l'Est de la RDC et avancent vers le Sud).

Pages 7-9

MUSIQUE

Pari tenu pour Roga Roga au Zénith Paris La Villette

Page 16



ÉDITORIAL

Contribuables

Page 2

ENVIRONNEMENT

Relever le défi de l'assainissement en milieu urbain

Une conférence sur les enjeux de l'assainissement urbain destinée à améliorer la salubrité des principales villes du pays s'est ouverte, ce 3 février, à Brazzaville. Selon le ministère de l'Assainissement urbain, du Développement local et

de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, il s'agit d'inciter les populations à s'investir dans la collecte des déchets dans les quartiers avec l'implication des maires d'arrondissements. « La résolution de la problématique de l'assai-

nissement consiste à envisager une transformation profonde et structurée de l'approche de la gestion des déchets en y intégrant les exigences des objectifs de développement durable », a-t-il indiqué.

Page 6

ÉDITORIAL

Contribuables

La municipalité de Brazzaville s'apprête à lancer une campagne de recensement des contribuables dans les différents arrondissements. L'opération devra lui permettre à terme de disposer d'un fichier fiable des femmes et des hommes exerçant une activité commerciale dans la capitale congolaise.

Soucieuses de la réussite de cette initiative, les autorités municipales sensibilisent d'ores et déjà des chefs de quartier et de bloc à l'organisation du dénombrement qui sera précédé par la formation des enquêteurs sous la supervision des maires d'arrondissements.

L'implication de la population est essentielle pour éviter d'éventuelles incompréhensions sur le terrain. Les chefs de quartier et de bloc sont aussi d'un grand apport, chacun d'eux connaissant en détail sa circonscription administrative.

Comme dans toutes les entreprises de ce genre, la campagne de recensement des contribuables de la mairie de Brazzaville devra être organisée avec une grande minutie afin d'identifier les bonnes personnes cibles avant l'étape suivante qui sera consacrée aux recouvrements des taxes.

Le but poursuivi est de mettre fin à l'évasion des recettes municipales tant décriée en instaurant une traçabilité dans le processus de collecte et de dépôt des fonds. L'usage des procédés de recouvrement modernes favorisera la sécurisation des avoirs, contribuant là même à améliorer la gestion municipale. A l'heure où la capitale fait face à de nombreux défis, sa municipalité doit pouvoir compter sur un budget prévisionnel fiable.

Les Dépêches de Brazzaville

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Faire évoluer l'outil de défense

La conférence de planification destinée aux commandants des zones militaires se sont tenus du 30 janvier au 1er février, sous la direction du chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoi, en présence des membres du commandement militaire. Les résultats des travaux, tels que mentionnés dans le rapport, témoignent de ce que les objectifs ont été atteints, au regard des conclusions prises.

Le chef d'état-major général des FAC a insisté sur trois prescriptions en complément des recommandations issues des travaux qui devraient guider les participants dans le rôle de commandant et de manager public. « Il s'agit de s'approprier les textes, les connaître, les structurer, les étudier, les faire connaître et étudier. C'est ainsi que l'on doit savoir ce que l'on doit faire, et le faire conformément aux procédures et aux différents règlements. Cela est indispensable pour que tout le monde parle le même langage et agisse parfaitement en symbiose », a déclaré Guy Blanchard Okoi, dans son mot de clôture.

Ainsi a-t-il demandé aux participants « d'insuffler, à l'initiation » de ce qui a été « entrepris durant les trois jours de la conférence de planification, cette méthode au cœur de » leurs « états-majors respectifs ». Il a ajouté que « cela induit leur indication dans la formation continue du personnel sur la manière de conduire un travail dans le fond, la forme, le format et surtout le respect des délais. La tyrannie du temps nous l'oblige ».

Conscient du potentiel et des défis que représente l'auto-évaluation, Guy Blanchard Okoi a voulu que celle-ci soit instituée dans les structures de commandement avant de faire les évaluations des structures subordonnées. De même, a-t-il signifié, un contrôle interne tous les deux mois des états-majors, du niveau des états-majors des grandes formations, est une indication temporelle qui devrait conduire à élever rapidement le niveau individuel et collectif des organes de planification et de coordination des opérations.



Une vue des participants/Adiac

Il a indiqué par la même occasion que la mise en œuvre de toutes ces ambitions partagées pour 2025 exige que « vous identifiez, que vous disposiez du personnel qualifié, désigné discipliné, compétent et faisant preuve d'ingéniosité pour que vous formiez à votre école. C'est en cela que je vous enjoins de développer en hommes les vertus de discipline, de sacrifice, de loyauté avec au premier plan la vertu du patriotisme. Elles doivent être consolidées par l'endurcissement physique et la persévérance à l'effort, autant qu'à l'obéissance et au bon commandement. Et aussi, par le goût d'apprendre et d'entreprendre. Ce sont là, les forces morales que nous devons faire absolument acquiescer à nos officiers, à nos sous-officiers en état-major et dans les unités à tous les personnels ».

En outre, il a révélé que le passage du ministère de la Défense nationale en 2026 du budget de moyen au budget en mode programme impose d'ores et déjà une nouvelle démarche programmatique qu'il faille intégrer. C'est pourquoi, il a exhor-

té tout le monde à s'imprégner les nouveaux outils liés à cette nouvelle donne et de travailler par anticipation pour avoir le recul nécessaire afin d'assainir les budgets...

La sécurisation des frontières est une mission régalienne des forces armées, de la force publique qui a été placée au rang des missions spécifiques pour l'année 2025 par le président de la République, chef suprême des armées, lors du dernier réveillon d'armes. « A cet effet, il est nécessaire de faire effort sur l'intensification de la collecte, de l'analyse et l'exploitation des informations pour anticiper et répondre au mieux du besoin sécuritaire du moment. D'ailleurs, le renforcement des efforts mutuels et du travail collaboratif dans un dialogue méthodique entre les différents acteurs devra tendre vers un compte rendu fluide et à temps du renseignement opérationnel permettant d'éclairer la prise d'une décision rapide à la hiérarchie (...) », a-t-il pré-

Guillaume Ondze

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

SÉNAT

Pierre Ngolo appelle à la résolution de la pénurie d'eau, d'électricité et de carburant

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, se soucie de la situation sociale des Congolais qui s'empire au quotidien. Dans son discours prononcé le 1er février à l'ouverture de la 5e session ordinaire administrative, il a invité le gouvernement à trouver des solutions durables à la pénurie d'eau, d'électricité et de carburant qui sévit à Brazzaville et à travers le pays depuis de longs mois.

Prononcé pourtant à l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire, le président du Sénat a consacré plutôt son discours au social des Congolais. Une manière pour lui, en tant que conseil de la nation, d'interpeller le gouvernement afin qu'il agisse au plus pressé, conformément à ses prérogatives.

Dans la kyrielle de maux auxquels la population est confrontée, Pierre Ngolo a épinglé, entre autres, l'interminable crise de carburant qui impacte depuis plusieurs mois le quotidien des uns et des autres. A Brazzaville, par exemple, pour se déplacer, la population paye le plus lourd prix, avec des effets collatéraux qui se justifient par une inflation galopante sur le marché.

Il faut ajouter à cette corbeille de difficultés le manque d'électricité dans la ville, une autre source de malheur pour les Brazzavillois et vecteur important de



Des sénateurs à l'ouverture de la 5e session ordinaire administrative/Photo Vox TV

la hausse exagérée des prix de certains produits alimentaires sur le marché.

Pierre Ngolo a fustigé aussi la pénurie d'eau dans la ville où des robinets demeurent toujours secs. Une énième situation pour laquelle le président de la chambre haute du Parlement sollicite une solution urgente et durable.

« La 5e session ordinaire administrative constitue le premier test pour améliorer notre environnement.

La pénurie de carburant, les coupures intempestives d'eau et d'électricité ainsi que les tracasseries de transport nous engagent, avec l'exécutif, à tout entreprendre pour apporter les thérapies appropriées en vue de soulager la douleur de la population », a souligné Pierre Ngolo.

Evoquant la crise qui prévaut à l'Est de la République démocratique du Congo, le président du Sénat a condamné les attaques per-

pétrées récemment contre certaines ambassades à Kinshasa dont celle de la République du Congo. Pour la sortie de cette crise, il a exhorté les belligérants à privilégier la voie diplomatique

Au cours de cette session ordinaire qui va se clôturer le 10 avril, onze affaires sont inscrites, parmi lesquelles sept projets de loi, une proposition de loi, une question orale au gouvernement avec débat et une question

d'actualité.

Il s'agit, entre autres, du projet de loi portant création de l'Agence congolaise des affaires maritimes ; du projet de loi portant création des zones économiques spéciales, à la détermination de leur régime et de leur organisation; ainsi que les projets de loi portant protection et promotion des droits des personnes âgées et celles vivant avec handicap au Congo.

Firmin Oyé

ASSEMBLÉE NATIONALE

Intensifier le contrôle de l'action gouvernementale

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvoubwa, veut renforcer le contrôle de l'action du gouvernement. Pour ce faire, il a invité, le 1er février à l'ouverture de la 8e session ordinaire administrative, les députés à renforcer les mécanismes de suivi.

Dans son discours, Isidore Mvoubwa a exprimé l'engagement de la chambre basse du Parlement à accompagner le gouvernement dans ses actions. A cet effet, il a exhorté les députés à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale, conformément à leur mission régalienne, afin qu'il produise des résultats qui vont impacter positivement la vie des congolais.

« J'interpelle les commissions permanentes, dont l'action est déterminante aux côtés de l'exécutif, pour contrôler chaque jour qui passe l'action des ministères », a souligné le président de l'Assemblée nationale.

Faisant le point de l'actualité internationale, Isidore Mvoubwa est revenu sur le conflit armé à l'Est de la Ré-



Des députés lors de l'ouverture de la session/Adiac

publique démocratique du Congo, dont les effets collatéraux ont été ressentis récemment à Kinshasa, avec le saccage de l'ambassade de la République du Congo par

une foule de la population en colère.

A cet effet, il a dénoncé l'acte et fustigé le comportement agressif des manifestants, de nature à assombrir les rela-

tions diplomatiques entre les deux pays frères, pouvant entraîner un conflit entre les populations.

Il convient de préciser que quatorze affaires seront dé-

battues lors de cette 8e session ordinaire administrative qui va se clôturer le 10 avril prochain.

Il s'agit, entre autres, du projet de loi portant création de l'Agence congolaise des affaires maritimes; du projet de loi portant règlement de l'utilisation des sources de rayonnement ionisant et des applications nucléaires. Les députés examineront aussi le projet de loi portant création de l'Agence de radioprotection et de sûreté nucléaire ainsi que celui portant statut des magistrats de la Cour des comptes et de discipline budgétaire.

Sont prévues aussi des séances de questions d'actualité et de questions orales au gouvernement avec débat.

F.O.

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

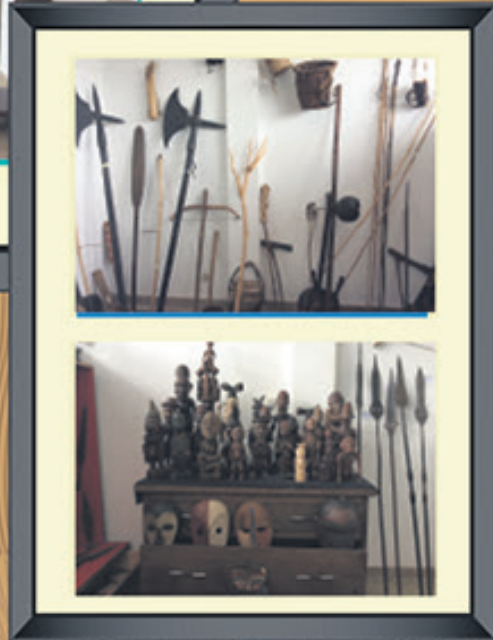
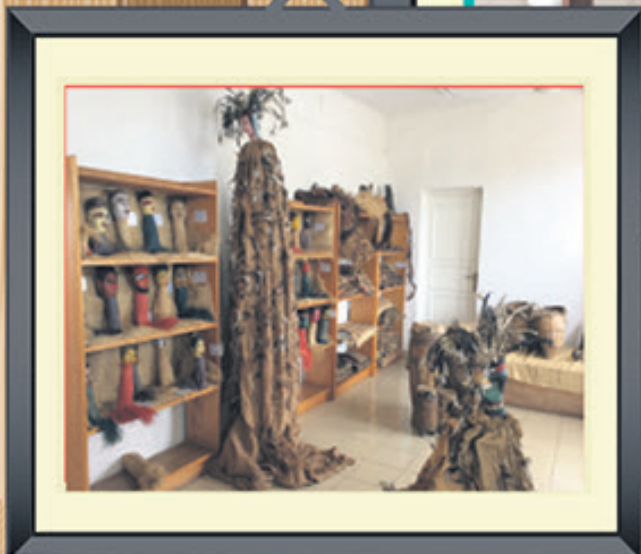
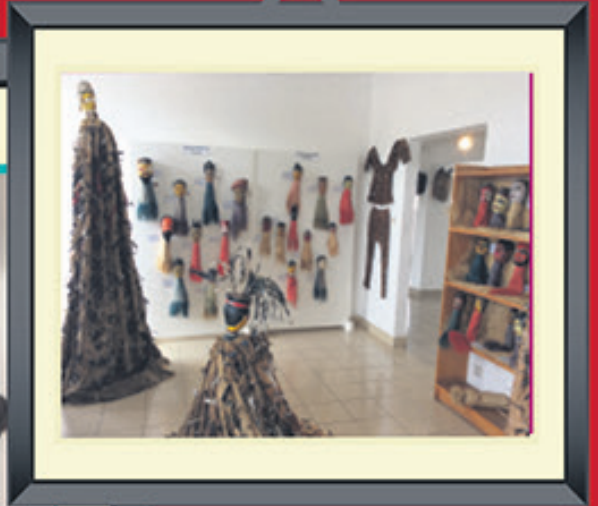
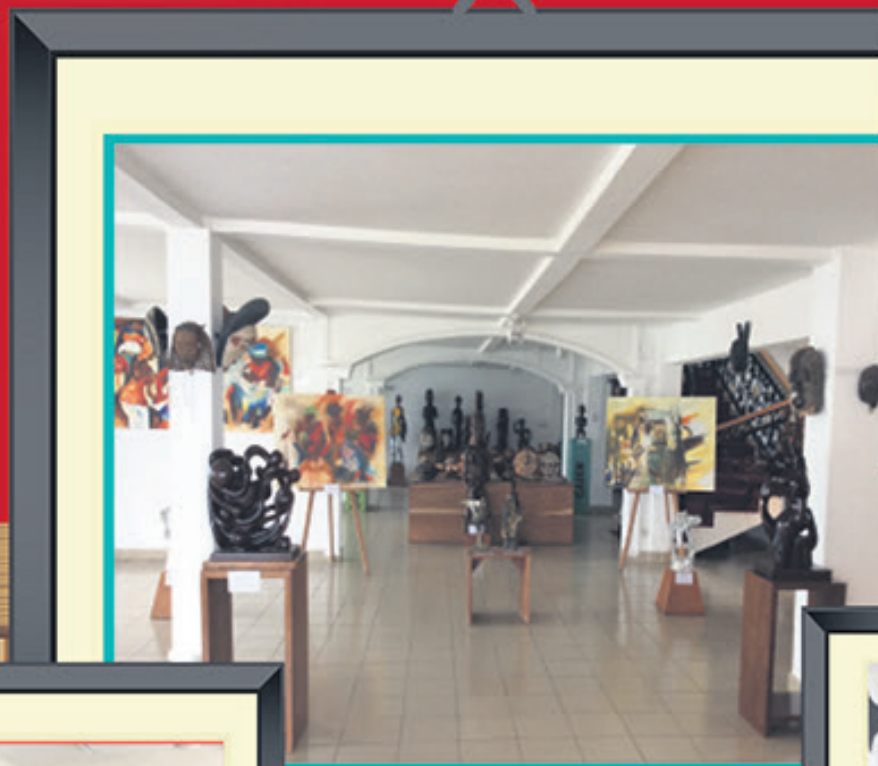
PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

AFRIQUE CENTRALE

Le PEAC explore de nouvelles pistes de financement des réseaux électriques

Les travaux du comité des experts du Pool énergétique de l'Afrique centrale (PEAC) ont été lancés, le 3 février à Brazzaville, sur fond d'engagement des sociétés nationales d'électricité. Une nouvelle feuille de route devrait être proposée en attendant la réunion du comité de direction du PEAC prévue en mars prochain à Kigali, au Rwanda.

Organisées par le secrétariat permanent du PEAC, les assises du comité des experts visent à assurer un meilleur suivi des activités, dont la mobilisation des investissements pour la réalisation des interconnexions des réseaux électriques en perspective de la création d'un marché régional d'électricité en Afrique centrale. Le PEAC recherche des investisseurs pour ses quarante-et-un projets liés à l'électricité, parmi lesquels vingt-huit projets intégrateurs prioritaires (PIP) et treize autres du programme d'électrification (PPET).

Malgré son important potentiel énergétique, l'Afrique centrale demeure la région la moins électrifiée du continent, avec des délestages intempestifs observés dans la plupart des pays. D'après le secrétaire permanent du PEAC, Atadet Azarak Mogro, la difficulté réside dans la mobilisation des financements nécessaires à la réalisation des ouvrages électriques auprès des États promoteurs desdits projets et auprès des partenaires. À ce sujet, « plusieurs missions de terrain ont été effectuées, notamment au Congo, au Rwanda, au Burundi, en



Les participants à l'ouverture des assises du PEAC/Adiac

RDC, en Guinée équatoriale et au Tchad, en vue du suivi de la mise en œuvre des projets retenus », a-t-il indiqué.

En tant qu'institution spécialisée de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le PEAC entend jouer son rôle en favorisant l'accès à l'électricité pour les quelques deux cents millions d'habitants

que compte l'Afrique centrale. « Il faut rendre le pool moins politique », a estimé le président du comité de direction du PEAC, Rui Pereira Do Amaral Gourgel, qui est aussi le président du Conseil d'administration de la Société nationale d'électricité de l'Angola. « En tant que vecteur important d'accélération de l'électrification de

notre sous-région, le PEAC a besoin, dès à présent, de changer de paradigme afin d'intégrer davantage la dimension communautaire et anticiper la nécessaire interaction avec les quatre autres pools énergétiques régionaux du continent africain », a insisté Rui Pereira Do Amaral Gourgel.

Depuis son arrivée en 2024, le

président du comité de direction du PEAC prône une nouvelle approche axée sur l'optimisation des différentes classes d'infrastructures, à savoir les PIP et les PPET, pour améliorer la desserte en électricité en zones urbaine et rurale. Les sociétés nationales d'électricité, à l'instar de l'Énergie électrique du Congo (E²C), constituent les acteurs clés de développement du secteur de l'électricité. « Aujourd'hui, un consensus se dégage entre les pays membres de la CEEAC sur l'urgence de la valorisation et le partage de l'immense potentiel énergétique », a laissé entendre Juste Roger Ngando, le directeur général adjoint de l'E²C.

Au terme des deux jours des travaux, les participants vont tenter d'harmoniser leurs vues sur le portefeuille des projets PIP et PPET ; l'adoption du rapport d'exécution du plan d'action et du budget de l'année 2024 ; le plan d'action et le budget 2025 ; les conclusions de l'audit sur les états financiers de l'exercice 2024 ; l'adhésion du nouveau membre du PEAC, en l'occurrence la Société nationale de transport de l'électricité du Cameroun...

Fiacre Kombo

ÉCOLOGIE

Le Congo se propose de restaurer ses zones humides dégradées

A la faveur de la célébration de la Journée internationale des zones humides, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a plaidé, le 31 janvier, à Brazzaville pour la restauration des zones humides dégradées d'ici à 2030.

Le thème choisi pour la célébration de cette année est « Protéger les zones humides pour notre avenir commun ». Les zones humides jouent un rôle crucial pour la planète et pour l'humanité. Elles agissent comme des éponges naturelles, régulant les inondations, filtrant les eaux et stockant le carbone, ce qui aide à combattre le changement climatique. Elles abritent également une biodiversité incroyable, avec de nombreuses espèces dépendant de ces écosystèmes pour survivre. « ...Nous devons, autant que possible, empêcher la conversion et le drainage des tourbières intactes et restaurer, d'ici à 2030, la moitié de celles qui ont été dégradées... Permettre aux gens de vivre décemment et garantir que les zones humides fourniront toujours de l'eau potable, de la biodiversité, de la nourriture et de nombreux autres avantages ne constituent pas des objectifs contradictoires », a indiqué la ministre Arlette Soudan-Nonault. Par ailleurs, ces zones sont de plus en plus menacées par l'urbanisation, l'agriculture intensive et les changements climatiques.

Protéger ces espaces est donc essentiel non seulement pour préserver la biodiversité, mais aussi pour garantir un avenir durable pour les générations futures. « Les zones humides mondiales ont perdu 35% de leur surface depuis 1970, soit un rythme trois fois supérieur à celui de la déforestation », souligne la déclaration du gouvernement du Congo.

Plusieurs approches sont envisagées pour préserver les zones humides : la restauration des habitats dégradés, la mise en place de politiques de gestion durable et la sensibilisation de la population locale et globale contribuant à soutenir des initiatives locales de préservation ou en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement. « ...les objectifs de développement durable des Nations unies soulignent que la réduction de la pauvreté passe par la protection et la restauration des écosystèmes tels que les zones humides... Des emplois verts à la fois nouveaux et innovants sont créés dans le cadre des projets relatifs aux zones humides, les-



La ministre Arlette Soudan-Nonault délivrant le message du gouvernement/Adiac

quelles ont vocation à devenir des bassins prometteurs pour les métiers écologiques de demain », a argumenté la ministre de l'Environnement.

En sa qualité de secrétaire exécutive de la commission Climat pour le bassin du Congo, la ministre de l'Environnement s'est remémo-

rée la plus grande tourbière tropicale au monde, avec ses cent cinquante mille kilomètres carrés de superficie, stockant trente milliards de tonnes de carbone, soit l'équivalent de trois années d'émissions mondiales de combustible fossile.

C'est ainsi qu'elle a indiqué:

« Notre pays recèle de nombreuses zones humides qu'il convient de protéger; depuis les mangroves de la côte atlantique jusqu'aux lacs et aux fleuves qui parsèment et irriguent notre territoire. Il recèle surtout ce véritable trésor de biodiversité humide et cet inestimable puits de carbone que sont les tourbières de la Cuvette centrale, dont la valeur a tant de fois été relevée et magnifiée ». Signalons qu'à travers le monde, les zones humides couvrent plus de douze millions de kilomètres carrés, soit près de 6 % de la surface terrestre et abritent 40 % de toutes les espèces végétales et animales connues incluant de nombreuses espèces menacées qui ne peuvent survivre que dans des habitats humides particuliers, et nulle part ailleurs.

Les mangroves séquestrent le carbone jusqu'à cinquante-cinq fois plus vite que les forêts tropicales humides. Les tourbières, qui ne couvrent que 3% de la surface de la planète, captent quant à elles 30% de l'ensemble du carbone terrestre, soit deux fois plus que les forêts mondiales.

Fortuné Ibara

ENVIRONNEMENT

Relever le défi de l'assainissement urbain

La conférence sur l'assainissement urbain s'est ouverte, le 3 février, à Brazzaville. Les recommandations visant, entre autres, à améliorer la gestion des déchets sont attendues.

La conférence sur l'assainissement est pour le Premier ministre, Anatole Colinet Makosso, un cadre d'échanges pour identifier des solutions novatrices concertées en vue de la mise en œuvre des projets d'assainissement à grande échelle. Il est, par ailleurs, question « d'envisager une transformation profonde et structurée de l'approche de gestion des déchets en y intégrant les réalités locales ainsi que les exigences des objectifs de développement durable », à en croire Juste Désiré Mondélé, ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier. Cette conférence sur l'assainissement devrait donc proposer une feuille de route qui prévoit, entre autres, la mise en œuvre d'une économie cir-



Des participants à la conférence sur l'assainissement urbain/Adiac

culaire à travers la transformation et la valorisation des déchets ; la construction des centres de tri et de recyclage ; l'amélioration des voiries ; la promotion des technologies

comme la bio-méthanisation et la pyrolyse des déchets plastiques.

Le Premier ministre a souligné que les projets d'assainissement à réaliser avec l'appui

de l'Agence française de développement concernant les villes de Pointe-Noire et de Brazzaville vont démarrer sous peu. Avec la Banque mondiale, le projet de rési-

lience urbaine offre des perspectives prometteuses, a-t-il poursuivi. Il est clair que l'implication de la population est nécessaire concernant la préoccupante problématique de l'assainissement urbain. La sensibilisation aux bonnes pratiques devrait faire partie des actions inscrites dans la feuille de route attendue.

Rominique Makaya

«Envisager une transformation profonde et structurée de l'approche de gestion des déchets en y intégrant les réalités locales ainsi que les exigences des objectifs de développement durable »



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROJET DE CREATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES INCLUSIVES
ET RESILIENTES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

UNITE DE GESTION DU PROJET

ANNULATION DE L'AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN QUALITÉ D'AGENCE DE VÉRIFICATION INDÉPENDANTE (AVI)

Avis à manifestation d'intérêt pour le « Recrutement d'un cabinet en qualité d'Agence de Vérification Indépendante ».

Référence et date de publication : Les Dépêches de Brazzaville n°4940 du vendredi 31 janvier 2025, page 10.

La présente annulation s'adresse aux potentiels soumissionnaires à l'avis à manifestation d'intérêt susmentionné.

Cette annulation fait suite à une décision de l'unité de gestion du Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique.

En conséquence, aucun dossier relatif à cet avis à manifestation d'intérêt ne sera reçu.

Nous présentons nos sincères excuses pour le désagrément causé.

Fait à Brazzaville, le 31 janvier 2025

Le Coordonnateur

Mexans Sosthène MAYOUKOU

EST DE LA RDC

Bukavu sous la menace du M23, des «volontaires» s'engagent pour défendre le pays

« Je suis prêt à mourir pour mon pays ». Comme des centaines de jeunes, Juvenal Bahati Muhigirwa Ndagano est venu s'engager, le 31 janvier à Bukavu, dans les milices qui combattent avec l'armée congolaise, en difficulté face au M23. Après l'offensive éclair du groupe armé antigouvernemental soutenu par les troupes rwandaises qui ont fait tomber Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu, c'est maintenant le chef-lieu de la province voisine du Sud-Kivu, Bukavu, qui semble menacée.

À la hâte depuis jeudi dernier, les autorités provinciales ont rassemblé la population dans un stade de la ville pour annoncer trois jours de recrutement de «volontaires» prêts à se battre. Ils ont été quelques centaines, le 31 décembre, devant les portes du stade de Funu à Bukavu, situé à environ 80 kilomètres du front où le M23 et l'armée rwandaise progressent. En tenues dépeignées, en claquettes pour certains, ils se sont rangés en bataillons désordonnés.

Les «wazalendo» («patriotes» en swahili) sont l'un des piliers de la stratégie de Kinshasa et son armée, minée par la corruption et l'incompétence de sa hiérarchie.

Face aux troupes rwandaises, réputées mieux formées et équipées, la République démocratique du Congo (RDC) mise depuis la résurgence du M23 en 2021 sur ses milices de volontaires locaux, mal armés et indisciplinés mais qui espèrent compenser ces faiblesses par leur nombre et leur entraînement.

« Notre principe c'est d'aller de l'avant, on ne doit pas reculer ! », intime Marcellin Bahaya, chargé de la mobilisation, en s'adressant aux nouvelles recrues.

Les volontaires patientent en file indienne sur la pelouse, munis de leurs pièces d'identité. Dans les rangs, le discours est martial. Chacun se dit prêt à défendre la patrie contre

«l'agression» rwandaise.

Exactions

« Nous allons nous battre jusqu'à ce que les Rwandais rentrent chez eux, si c'est possible, nous allons arriver chez eux au Rwanda », veut croire Amani Wangwabo qui se fait appeler «lieutenant-colonel».

Cet homme se présente comme un «muzalendo» (singulier de «wazalendo») depuis 1996, date du début du conflit qui ensanglante l'Est de la RDC depuis trente ans et implique une multitude de groupes armés soutenus par divers pays et acteurs politiques internes. Face aux troupes de Kigali, équipées de drones, de missiles sol-air, de mortiers à visée

laser, « nous utilisons les gris-gris que les ancêtres nous donnent afin de ne pas mourir par balles », dit-il.

Mushagasha Habamungu, un volontaire qui se présente comme un enseignant, estime qu'« on ne doit pas accepter que notre souveraineté soit attaquée par des petits pays comme le Rwanda avec la complicité de la communauté internationale ».

Tous ces volontaires disent combattre bénévolement et ne pas recevoir de prime. Mais dans un pays où 73,5% de la population vit avec moins de 2,15 dollars par jour, les opérations d'enrôlement suscitent toujours un fort engouement parmi la jeunesse.

Une fois déployés, les wazalendo sont plus réputés pour leurs exactions et leurs pillages que pour leur efficacité au combat.

« Soyez disciplinés, il ne faut pas tracasser la population ! », prévient Marcellin Bahaya.

Le ministre provincial de l'Intérieur, Murhula Albert Kahasha, présent pour l'occasion, assure que les nouvelles recrues recevront «une formation idéologique d'urgence», sans plus de précisions. « Ils seront rassemblés par groupes de cinq ou six sous l'encadrement d'un inspecteur et rejoindront dans moins de quatre jours le front dans le territoire de Kalehe », au Nord de Bukavu, assure-t-il.

Source AFP

DISPARITION

Décès de Thierry Tassez, maire de Verquin

Alors qu'il séjournait avec son épouse à Chambord, commune française située dans le département du Loir-et-Cher, Thierry Tassez, ami de la République du Congo, est décédé brutalement la mi-journée du 2 février, à l'âge de 67 ans.

C'est une bien triste nouvelle qui nous touche que l'annonce du décès de cet ami exceptionnel qui portait et défendait la République du Congo dans les grandes réunions en France, notamment au sein du Conseil national des élus français dont il était président national.

Élu successivement maire de Verquin depuis 2001 durant trois mandats, Thierry Tassez avait offert un bout de sa terre de Verquin à la République du Congo pour y ériger la stèle : «Brazzaville, capitale de la France libre», qui fait la fierté des Franco-Congolais de passage dans les Hauts de France. Il avait imposé la destination Congo dans les agendas du conseil régional, du département Pas de Calais, et auprès des élus, des Verquinoises et Verquinois.

« La République du Congo, je l'ai découverte, non pas dans les livres, mais grâce à un ami, un camarade socialiste, le Pr Brice Arsène Mankou, élu municipal, qui m'en a parlé la première fois au Congrès de Poitiers, grâce à une rencontre organisée par Frédéric Cuvillier, ancien ministre de la Mer et maire de Boulogne-sur-Mer, qui nous a donné l'occasion de nous rapprocher », disait-il.

À partir de cet échange, le maire

de Verquin avait retenu le rôle de la République du Congo lors du pan d'histoire de la Guerre Mondiale présentant la bravoure des soldats partis de Brazzaville, capitale de la France libre et morts pour la France.

Il avait retenu qu'en 1940 et pour plusieurs années, Brazzaville a été la capitale de la France libre. Ce n'était pas Londres où effectivement, le général de Gaulle résida jusqu'en 1943. C'était Brazzaville où il fit plusieurs séjours, certains assez longs en s'assurant que c'est là et là seulement que pouvaient prendre naissance les pouvoirs provisoires de la France en guerre. Là et là seulement, en terre française. C'est de là qu'émettait via les ondes courtes «La voix de la France libre», Radio Brazzaville où le général de Gaulle pouvait faire passer tous ses messages, mieux qu'à la BBC. Parce que Brazzaville, c'est, en effet, par le truchement de la personnalité du gouverneur Félix Éboué, la présence du général de Gaulle, cette capitale de la France libre, celle qui fut le refuge de l'honneur et de l'indépendance de la France. C'est le lieu aussi où partira la colonne Leclerc vers Koufra, puis vers la Libye musulmanine avant de participer à Bir Hakeim.



Thierry Tassez lors de la cérémonie des Vœux 2025

Un bout de la terre de Verquin concédé au Congo

La libération de la France fut aussi française, elle le fut par ces Françaises et ces Français d'Afrique en Afrique équatoriale française et au Cameroun, qui n'avaient jamais foulé le sol de l'Hexagone et sont partis mourir sur les rives de la Méditerranée, en Provence ou en remontant jusqu'en Alsace, pour des milliers sans aucun espoir de ne jamais revenir chez eux.

C'est de cette édification de l'histoire de «Brazzaville capitale de la France libre», après approbation du Conseil municipal, que Thierry Tassez avait concédé un bout de la terre de Verquin

pour y ériger une stèle selon la volonté du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui avait dépêché à l'époque, le 15 février 2019, son conseiller diplomatique, Bienvenu Okiemy, pour l'inauguration.

Depuis cette année, plusieurs personnalités se sont succédé pour venir célébrer le manifeste de Brazzaville, capitale de la France libre. C'est le cas du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, fait citoyen d'honneur de la ville de Verquin en 2020. Par la suite, la stèle aura été honorée par l'ambassadeur de la République du Congo en France, Rodolphe Adada ; Lydie Pongault, en tant que conseil-

lère à la Culture du chef de l'État avant son poste de ministre de la Culture ; Belinda Ayessa, directrice du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza ; Isidore Mvoubu, président de l'Assemblée nationale.

Entretemps, Thierry Tassez, en compagnie du Pr Brice Arsène Mankou, avaient été reçus par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à Brazzaville.

L'année dernière, il a été fait docteur Honoris causa, par le Centre de valorisation de Tunis et l'Institut de recherche en Sciences appliquées (IARPA) en remerciement de l'érection de cette stèle, par le Pr Brice Arsène Mankou, Vice-président chargé de la Coopération et des relations internationales du CVPT et IARPA.

Presque sur la même longueur d'ondes que le président français, Emmanuel Macron, qui avait exprimé, le 4 mars 2023 à Brazzaville, la nécessité de faire connaître en France et en Afrique le fait que la France libre fut aussi une France africaine, de son côté, Thierry Tassez menait un de ses combats mémoriels qui consistait à ériger prochainement, à Brazzaville, la réplique de la stèle de Verquin «Brazzaville, capitale de la France libre».

Marie Alfred Ngoma

EST DE LA RDC

Emmanuel Macron s'entretient avec ses homologues de la région

Le président français s'est entretenu avec ses homologues angolais, ougandais et burundais pour tenter de mettre fin aux hostilités dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), pendant ce temps le groupe armé rebelle M23 poursuit son offensive.

Le mouvement rebelle a revendiqué le contrôle de la ville de Goma, dans le Nord-Kivu, après cinq jours de combat ayant fait au moins 700 morts, 2 800 blessés et des milliers de déplacés, selon le porte-parole de l'Organisation des Nations unies (ONU), Stéphane Dujarric. Les échanges d'Emmanuel Macron avec ses homologues de l'Angola, Joao Lourenço; du Burundi, Evariste Ndayishimiye; et de l'Ouganda, Yoweri Museveni, font suite à ceux avec les chefs d'État du Kenya, William Ruto; du Congo, Denis Sassou N'Guesso; et d'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa. Le dirigeant français a aussi eu un nouvel échange avec le président Félix Tshisekedi pour faire le point sur la situation et sur les « actions diplomatiques qui peuvent être menées. Il reste en lien » avec le président rwandais, Paul Kagame, alors que le patron du Quai d'Orsay, Jean-Noël Barrot, s'est rendu successivement à Kinshasa et à Kigali jeudi et vendredi derniers.

« La cessation des hostilités est clairement un préalable à la reprise du dialogue », a indiqué l'Élysée à la suite de cette série d'entretiens avec les pays voisins de la RDC et du Rwanda. Par ailleurs, Paris a proposé au Conseil de sécurité des Nations unies un projet de



Emmanuel Macron; le président français DR mandant instamment l'arrêt de l'action actuelle, le retrait des éléments étrangers et la reprise des pourparlers », a ajouté Nicolas de Rivière.

résolution visant à « accroître la pression sur le Rwanda » pour qu'il retire ses troupes de l'Est de la RDC, a fait savoir l'ambassadeur français auprès

de l'ONU, Nicolas de Rivière. « Ce dont nous avons besoin, c'est d'un message fort et clair du Conseil de sécurité sous la forme d'une résolution, de-

« La cessation des hostilités est clairement un préalable à la reprise du dialogue »

Paris était également en contact étroit avec ses partenaires de l'ONU pour encourager une reprise du dialogue entre Kinshasa et Kigali, facilité par l'Angola dans le cadre du processus de Luanda. Pour être adoptée, une résolution du Conseil doit recueillir au moins neuf votes favorables et aucun veto de la part des États-Unis, de la Russie, de la Chine, du Royaume-Uni ou de la France.

La RDC accuse le Rwanda de soutenir activement le M23 pour accéder aux richesses minières de la région. Ces accusations sont étayées par des rapports d'agences onusiennes, qui pointent un appui militaire rwandais au mouvement rebelle. Pour la RDC, le M23 est un groupe « terroriste » et toute forme de négociation est catégoriquement rejetée. Le Rwanda réfute ces allégations, affirmant que le M23 est un mouvement congolais dirigé par des Congolais, bien que ses membres parlent le kinyarwanda, la langue rwandaise. Kigali rejette également les conclusions des rapports onusiens et rappelle avoir désarmé les rebelles du M23 qui s'étaient réfugiés sur son sol en 2012-2013, avant de remettre leur arsenal aux autorités congolaises.

Noël Ndong

L'ONU s'alarme des viols et exécutions commis

L'Organisation des Nations unies (ONU) a exprimé, le 31 janvier, son inquiétude face aux violences généralisées dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) où le conflit entre l'armée congolaise et le groupe armé M23 s'accompagne de nombreux viols et exécutions sommaires.

La prise de la majeure partie de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, par le M23 la semaine dernière marque une escalade dramatique dans une région meurtrière par des décennies de conflits impliquant de multiples groupes armés. Depuis le début de l'offensive, des bombes ont touché au moins deux sites abritant des personnes déplacées internes « causant des victimes civiles », a relaté le porte-parole du bureau des droits de l'homme de l'ONU, Jeremy

Laurence. « Nous avons également documenté des exécutions sommaires d'au moins douze personnes par le M23 entre le 26 et le 28 janvier », a-t-il déclaré aux journalistes à Genève.

Dans les zones sous contrôle du M23 au Sud-Kivu, comme Minova, il a indiqué que le groupe avait « occupé des écoles et des hôpitaux, forcé les déplacés à quitter les camps et soumis la population civile à des enrôlements et au travail forcés ».

Le bureau des droits de l'homme a, par ailleurs, documenté « des cas de violences sexuelles liées au conflit par l'armée congolaise et les combattants Wazalendo alliés dans le territoire de Kalehe », a-t-il précisé.

« Nous vérifions des informations selon lesquelles cinquante-deux femmes ont été violées par des soldats congolais au Sud-Kivu, incluant des allégations de viols collectifs », a-t-il ajouté. Il a également

mentionné des rapports des autorités de la RDC indiquant qu'au moins 165 femmes ont été violées par des détenus après une évasion de plus de 4 000 prisonniers de la prison de Muzenze, à Goma, le 27 janvier, alors que le M23 commençait son assaut sur la ville.

« Les violences sexuelles liées au conflit sont une caractéristique épouvantable du conflit armé dans l'Est de la RDC depuis des décennies », a souligné Jeremy Laurence. De son côté,

le chef des droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk, « est particulièrement préoccupé par le fait que cette dernière escalade risque d'aggraver encore davantage le risque de violences sexuelles liées au conflit ».

De même, « la prolifération généralisée actuelle des armes à Goma aggrave les risques déjà importants de violations et d'abus graves », a-t-il dit, appelant à des enquêtes et à traduire en justice les auteurs de ces crimes.

Yvette Reine Boro

EST DE LA RDC

Les dirigeants de la SADC réaffirment leur engagement pour la paix

Les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) se sont réunis le 31 janvier, lors d'un sommet extraordinaire, pour discuter de la situation dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Les dirigeants de la SADC ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une solution durable et pacifique pour mettre fin au conflit qui ravage cette région. Ils ont rendu hommage aux seize soldats de la Mission de la SADC en RDC (SAMIDRC) qui ont perdu la vie lors de la récente offensive des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Les chefs d'État et de gouvernement de cette organisation sous régionale ont, en outre, souligné l'importance de poursuivre les efforts pour rétablir la paix.

Le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a pris la parole pour insister sur la gravité de la crise humanitaire dans l'Est de la RDC. « Nous réaffirmons notre engagement en faveur de la paix dans l'Est de la RDC. Nous ne pouvons pas oublier la crise humanitaire résultant du conflit armé qui sévit dans l'Est de la RDC. Le sort des millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays ne peut et ne doit pas être ignoré. La SADC apprécie le soutien apporté par les partenaires de coopération internationale », a-t-il déclaré.



« Nous réaffirmons notre engagement en faveur de la paix dans l'Est de la RDC. Nous ne pouvons pas oublier la crise humanitaire résultant du conflit armé qui sévit dans l'Est de la RDC. Le sort des millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays ne peut et ne doit pas être ignoré. La SADC apprécie le soutien apporté par les partenaires de coopération internationale »

« Toutefois, pour répondre aux besoins critiques de la population déplacée, il faut faire davantage. Les habitants de l'Est de la RDC souffrent depuis bien trop longtemps. La SADC condamne dans les termes les plus forts les attaques des forces agressives.

Alors que nous prenons le temps de pleurer nos morts, notre détermination à assurer la sécurité collective ne peut être ébranlée. L'importance du dialogue et de la consolidation de la paix dans l'intérêt de la population de la partie orientale de la RDC doit être poursuivie », a ajouté le président du Zimbabwe.

Le sommet de l'organisation régionale a exploré les moyens de renforcer les efforts régionaux en soutien à la RDC, « afin de parvenir à une paix et une sécurité durables », selon un communiqué du bureau du président du Botswana, Duma Boko, présent lui aussi. Médiateur désigné par l'Union africaine dans le conflit, le chef

de l'État angolais, João Manuel Lourenço, a de nouveau exhorté les dirigeants du Rwanda et de la RDC à reprendre les négociations en vue d'une rencontre à Luanda « de toute urgence ». Rappelons qu'en fin 2023, la SADC a déployé une force, la SAMIDRC, dans l'Est de la RDC, pour épauler les forces congolaises face au M23, incluant notamment 2 900 soldats sud-africains, ainsi que des militaires tanzaniens et malawites, dont trois ont également perdu la vie la semaine dernière.

Le président rwandais, Paul Kagame, a estimé que la SAMIDRC n'était « pas une force de maintien de la paix » et n'avait « pas sa place dans cette situation ». Il a également prévenu l'Afrique du Sud qu'il n'avait pas peur d'une « confrontation » avec elle à ce sujet.

Le Rwanda n'a jamais admis son implication militaire dans le conflit, mais affirme que la RDC soutient et abrite le groupe armé FDLR, créé par d'anciens dirigeants Hutus qui ont massacré les Tutsis pendant le génocide rwandais de 1994.

Yvette Reine Nzaba

L'Inde demande à ses ressortissants de se mettre à l'abri

Dans un communiqué publié le 2 février, l'ambassade de l'Inde en République démocratique du Congo (RDC), a « fortement recommandé » aux Indiens résidant dans les villes de l'Est du pays de se mettre à l'abri, alors que les rebelles du M23 se rapprochent.

La situation sécuritaire se dégrade dans l'Est de la RDC. Face à la progression des rebelles du M23 qui seraient désormais à seulement 20 à 25 kilomètres de Bukavu, l'ambassade de l'Inde à Kinshasa a lancé un appel à ses ressortissants. Dans une mise à jour de son conseil aux voyageurs, la représentation diplomatique a fortement recommandé à tous les ressortissants indiens résidant à Bukavu de « partir immédiatement vers des endroits plus sûrs, par tous les moyens disponibles ».

Les États-Unis, de leur côté, ont appelé leurs ressortissants à quitter la RDC, quelques heures après que leur ambassade et plusieurs autres représentations étrangères à Kinshasa ont été prises pour cibles par des manifestants.

« En raison d'une augmentation de la violence dans la ville de Kinshasa, l'ambassade des États-Unis recommande aux citoyens américains de se mettre à l'abri sur place et partir en sécurité », a indiqué l'ambassade des États-Unis en RDC, dans un message publié sur son site internet, en soulignant que « les vols commerciaux au départ de l'aéroport N'Djili de la Kinshasa sont encore ouverts ».

« En raison d'une augmentation de la violence dans la ville de Kinshasa, l'ambassade des États-Unis recommande aux citoyens américains de se mettre à l'abri sur place et partir en sécurité »

Y.R.B.

TCHAD

La France quitte sa dernière base militaire

L'armée française a rétrocedé sa dernière base à l'armée tchadienne, le 30 janvier, ont annoncé les états-majors militaires des deux pays après une cérémonie mettant fin à une présence historique dans ce pays du Sahel.

La rétrocession s'est concrétisée par le démantèlement de la base sergent Adji-Kosseï, située dans la capitale tchadienne. Cette base était la dernière des trois positions militaires françaises dans le pays. Elle représente l'achèvement du processus de départ des forces françaises. La fin de la coopération militaire entre la France et le Tchad a été annoncée par N'Djamena, en novembre dernier. Suite à cette décision, Paris a amorcé progressivement le retrait de ses troupes. Signé en 1978 et révisé en 2019, le partenariat militaire entre les deux pays a été officiellement dénoncé par le gouvernement tchadien en 2024. Une décision qui survient dans un contexte de réajustement des relations franco-africaines, notamment en raison des changements politiques au Tchad et dans plusieurs autres pays africains. Le processus de retrait avait commencé avec l'éva-

cuation de la base d'Abéché. Le 11 janvier, environ 100 soldats français ont quitté cette installation.

Les autorités tchadiennes avaient donné un délai de six semaines à la France pour retirer les 1 000 militaires restants, ainsi que tout le matériel, avant l'échéance du 31 janvier. Ce départ marque un tournant dans les relations entre les deux pays, après plusieurs décennies de coopération militaire. Au cours des dernières années, la présence militaire française en Afrique a été mise à l'épreuve. En plus du Tchad, la France a vu ses troupes quitter le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Ce retrait partiel des forces françaises reflète une réorientation des politiques de défense dans la région sahélienne, où la France a longtemps joué un rôle de premier plan dans la lutte contre le terrorisme islamiste.

Les soldats français toujours présents à Djibouti et au Gabon

D'autres pays ont exprimé leur intention de réexaminer leur relation avec la France en matière de présence militaire. C'est le cas du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, qui ont annoncé leur volonté de mettre fin au stationnement de troupes françaises sur leur territoire, dans les années à venir. Des décisions qui expriment un désir croissant de réaffirmer la souveraineté nationale et de repenser les partenariats militaires traditionnels avec l'ancienne puissance coloniale. Mais tous les pays africains ne suivent pas cette tendance. Les troupes françaises restent déployées dans d'autres zones stratégiques en Afrique, notamment à Djibouti et au Gabon, deux pays où les accords de coopération militaire n'ont pas été remis en question.

Noël Ndong



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

ARTS MARTIAUX

Les dirigeants des fédérations renforcent leurs capacités de gestion

Dans le cadre de la solidarité sportive, il s'est tenu, le 2 février à Brazzaville, un séminaire interfédéral de renforcement des capacités à l'endroit des membres du bureau exécutif des fédérations de close combat, de kyuksul, de tonfa et d'hapkido.

Le séminaire a réuni les dirigeants des quatre fédérations et les membres de leurs commissariats aux comptes. Il a constitué, selon ses initiateurs, une bonne manière de prise de fonction, une adaptation dans la gestion de leurs organisations sportives respectives. Cela a été, en effet, un véritable moment de partage d'expériences et de connaissances qui a été animé par le représentant légal de la Fédération internationale de close combat, le moniteur Roland Francis Mahoungou. Il a été ainsi question d'évoquer les points sur l'engagement individuel et collectif, l'organigramme fédéral, la présentation sportive, l'orientation à l'endroit des présidents, des secrétaires généraux ainsi que la gestion financière, la communication, le protocole, le suivi



Une vue des participants/Adiac

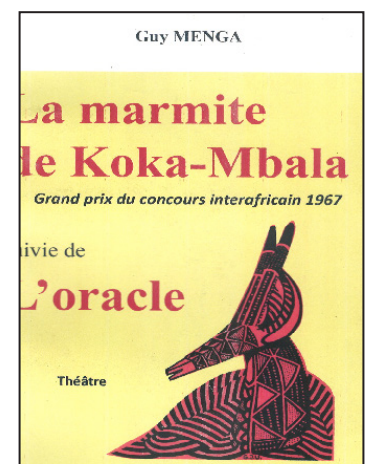
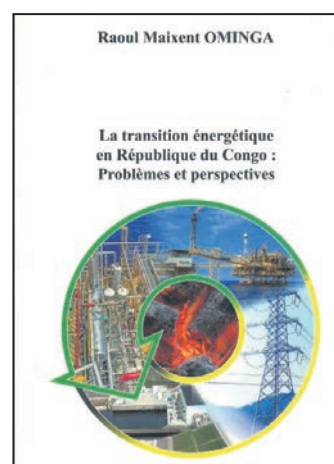
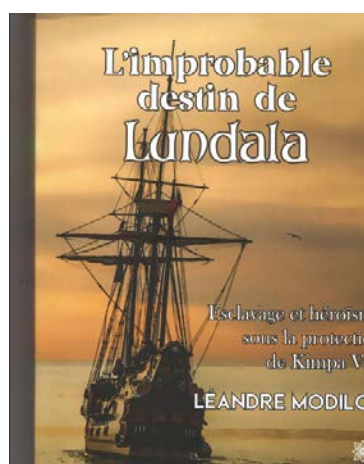
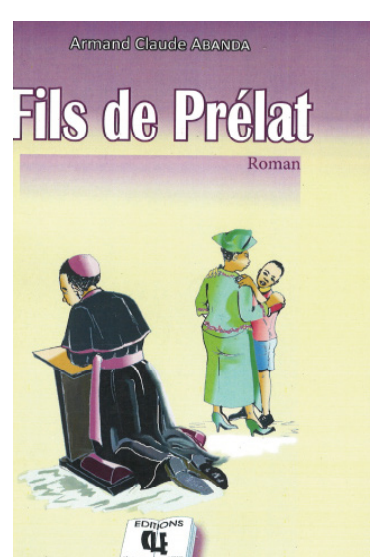
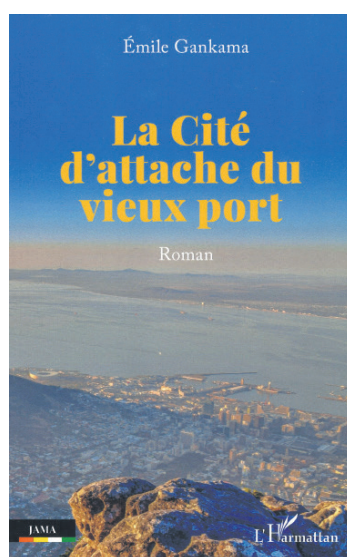
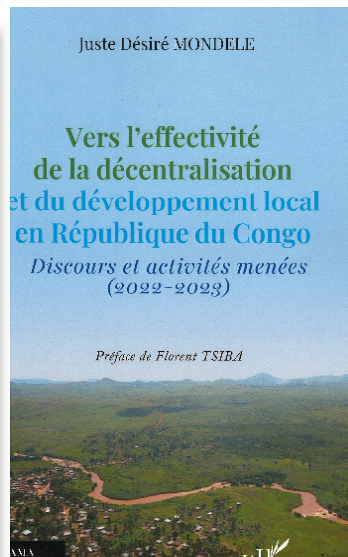
« Chacun sera évalué et jugé à la fin du mandat selon ce qu'il aura fait. La fédération n'est pas un dortoir, ni un centre de repos mais plutôt un centre de réflexion et de vivacité pour permettre aux athlètes et autres acteurs de conduire activement leurs organisations »

et l'administration. Selon lui, l'engagement dans une structure est libre mais chacun doit apporter son savoir-faire pour la faire vivre. « Chacun sera évalué et jugé à la fin du mandat selon ce qu'il aura fait. La fédération n'est pas un dortoir, ni un centre de repos mais plutôt un centre de réflexion et de vivacité pour permettre aux athlètes et autres acteurs de conduire activement leurs organisations », a expliqué Roland Francis Mahoungou. Cette activité interfédérale s'est tenue quelques jours seulement après les assemblées générales constitutive, ordinaires et électives de ces fédérations. Les participants ont salué l'initiative et la plupart d'entre eux ont émis le souhait de la voir se tenir régulièrement.

Rude Ngoma



EN VENTE



FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 20e journée

Auxerre subit la loi de Monaco à Louis II (2-4). Titulaire face à son club formateur, Han-Noah Massengo a été solide en première période avant de disparaître après la pause. Il a été remplacé à la 76e minute alors que le score était fait.

Sans Bradley Locko, convalescent, Brest sombre à domicile face au PSG (2-5).

Daryll Bakola est resté sur le banc lors du succès de Marseille face à l'Olympique lyonnais (3-2).

Pas de vainqueur entre Angers et Le Havre (1-1). Pas de Congolais non plus sur la pelouse puisque Melvin Zinga est resté sur le banc et Junior Mwanga n'était pas encore qualifié.

Pour la première sur le banc d'Habib Beye, Rennes bat Strasbourg 1-0. Brice Samba junior était titulaire dans les buts bretons, tandis que Dilane Bakwa, blessé au genou, n'était pas sur la feuille de match.

Ligue 2, 21e journée

Samedi après-midi, le Red Star recevait Lorient avec Fred Dembi titulaire. Les Franciliens ont concédé une troisième défaite consécutive (0-2). Le milieu de terrain a été remplacé à la 57e minute.

Remplaçant, Josué Escartin a fait son apparition à la 87e minute.

National 1, 19e journée

Natanael Bouékou, remplacé à la 65e minute, et Quevilly-Rouen sont battus sur le terrain par Boulogne (0-1). Les Normands sont 13es avec 6 points d'avance sur la zone rouge.

Italie, 23e journée, 1re division

Sans Warren Bondo, blessé à la cuisse, Monza s'incline à domicile face au Hellas Vérone (0-1). Avec une seule victoire en 15 matches, les Lombards sont 20es et derniers avec 13 points.

Battu par Lecce (3-1), Parme est 18e et premier relégable avec 20 points. Rappelons que Gabriel Charpentier est forfait pour la fin de saison en raison d'une rupture du tendon d'Achille.

Malte, 4e journée du tournoi de clôture, 1re division

Christoffer Mafoumbi, titulaire, et Floriana s'imposent sur le plus petit des scores face à Zabbar Saint-Patrick (1-0). Floriana est 3e avec 7 points.

Pays-Bas, 21e journée, 1re division

Match de gala entre le NEC Nîmègue et le PSV Eindhoven (3-3). Titulaire sur la droite de la défense du NEC, Brayann Pereira a parfois souffert défensivement dans son couloir face à Perisic. Un bon centre du gauche à la 45e minute. Effacé par Saibari sur l'action qui amène l'ouverture du score du PSV.

Le NEC est 8e à deux points des places synonymes de play-offs.

Pays-Bas, 24e journée, 2e division

Den Bosch corrige le leader, Volendam, sur le score 3-0, avec Kévin Monzialo titulaire et remplacé à la 80e minute. Troisième, Den Bosch revient ainsi à 7 points de son adversaire.

Portugal, 20e journée, 1re division

Gil Vicente s'incline sur son terrain face à Estoril (1-2). Jordi Mboula a été remplacé à la 62e minute, à 1-1. Gil Vicente est 12e avec 22 points.

Portugal, 20e journée, 2e division

Sans Bryan Passi, absent du groupe,



Han-Noah Massengo face à son club formateur/ASM

Mafra est défait à Portimonense (0-2).

Roumanie, 24e journée, 1re division

LUTA Arad prend un point à Hermannstadt (0-0), sans Ravy Tsouka Dozi, resté sur le banc.

Albanie, 23e journée, 1re division

Le Partizani et Archange Bintsouka, titulaire, ne prennent qu'un point à Laçi (0-0). Avec une seule victoire en 2025, pour trois nuls, le Partizani avance à marche lente et a reculé à la 3e place, à 3 points d'Egnatia.

Allemagne, 20e journée, 1re division

Augsbourg fait match nul à St-Pauli (1-1). Chrislain Matsima était titulaire sur la droite de la défense à trois. Augsburg est 12e avec 26 points.

Angleterre, 30e journée, 2e division

Luton prend un match à nul à Sheffield Wednesday (1-1), sans Christ Makosso, non retenu. Luton Town est 23e et relégable.

Angleterre, 30e journée, 3e division

Northampton Town bat Huddersfield (3-2). Sur le banc au coup d'envoi, William Hondermarck est entré à la 61e minute, à 3-0. Loïck Ayina, lui, n'était pas retenu.

Belgique, 24e journée, 1re division

Le Cercle de Bruges partage les points avec le Standard de Liège (1-1). Senna Miangué n'était pas dans le groupe face à son ancienne équipe.

Croatie, 20e journée, 1re division

Dixième et lanterne rouge, Gorica prend un point à Istra, le 7e (1-1), avec Merveil Ndockyt titulaire.

Espagne, 25e journée, 2e division

Gijón bat Burgos 2-0, sans Pierre Mbemba et Yann Kembo, restés sur le banc.

Serbie, 21e journée, 1re division

Le TSC Topola Backa est défait à domicile par l'Etoile Rouge de Belgrade (1-2). Titulaire, Prestige Mbougou est passeur décisive sur le but de son équipe à la 81e minute. Après cette défaite face au premier, le TSC est 7e avec 28 points à...34 points de son adversaire.

Suisse, 21e journée, 1re division

Lausanne chute à domicile face aux Young Boys de Berne (1-2). Kévin Mouanga et Morgan Poaty étaient titulaires. Pas de Sylver Ganvoula, qui a quitté les Young Boys de Berne pour l'AC Monza ce dimanche.

Notons que le latéral gauche a été sanctionné d'un penalty pour une main dans sa surface à la 12e minute. A la 61e, l'ancien Montpelliérain a réduit l'écart d'un tir du gauche à la conclusion d'un joli mouvement à trois. Il a ensuite délivré un caviar à Ajdini qui manque l'immanquable et le but du 2-2.

Bradley Mazikou, averti à la 41e minute, et le Servette sont tenus en échec par les Grasshoppers (1-1).

Suisse, 20e journée, 2e division

Premier match et première passe décisive pour Christopher Ibayi sous le maillot de Thoune. Entré à la 65e minute sur le terrain de Schaffhausen, l'avant-centre congolais, dos au but, sert de point d'appui, à l'entrée de la surface, à Reichmuth qui marque le 3e but de Thoune qui l'emporte finalement 3-2.

Turquie, 22e journée, 1re division

Encore une défaite pour Hatayspor, soumis à domicile par Antalyaspor (2-3), avec Chandrel Massanga titulaire au poste de relayeur.

Défaite également pour l'Adana Demirspor, terrassé par Kasimpasa (3-5), sans Breyton Fougeu, blessé.

Victoire, en revanche, pour Alanyaspor à Goztepe (1-0), sans Gaïus Makouta, suspendu pour cumul de cartons jaunes.

Turquie, 22e journée, 2e division

Durel Avounou faisait son retour sur le banc, après trois mois d'absence, lors du carton de Çorum face à Bandirmaspor (4-0). Le gaucher n'est pas entré en jeu.

Sakaryaspor prend un point sur le terrain d'Amed (2-2). Simon Nsana était titulaire, alors que Dylan Saint-Louis est à l'infirmerie.

Score de parité pour l'Enseler Erokspor face à Boluspor (1-1). Francis Nzaba est entré à la 61e minute, alors que son équipe menait 1-0.

Camille Delourme



Premier but de la saison pour Morgan Poaty/DR

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

TRANSFERT

Sylver Ganvoula rejoint le Calcio et l'AC Monza

L'attaquant international congolais, Sylver Ganvoula, quitte le championnat suisse et s'engage pour 18 mois en faveur de l'AC Monza, lanterne rouge du Calcio.

Après le Congo, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse, Sylver Ganvoula va découvrir le football italien. Le capitaine des Diabes rouges s'est engagé, le 2 février, en faveur de l'AC Monza, actuel dernier de la première division italienne.

Ganvoula est désormais lié avec le club lombard jusqu'en juin 2026. Il y retrouve Warren Bondo, prometteur milieu de terrain né en France mais originaire des deux Congo.

Ganvoula quitte donc les Young Boys de Berne où il a disputé 78 matches toutes compétitions confondues depuis juillet 2023 pour un bilan de 18 buts.

L'avant-centre congolais y aura remporté un titre de champion de Suisse 2024 et a fait ses débuts sur la scène européenne avec quatorze matches de Ligue des champions, huit de qualification à la C1 et deux en Ligue Europa. Avec une date qu'il retiendra longtemps : le 26 novembre et son premier et unique but en C1 face à l'Atalanta Bergame.



Sylver Ganvoula, ici avec son agent Youcef Boudjemai, portera son habituel numéro 35/Adiac

Pas suffisant, toutefois, pour compenser l'effroyable campagne européenne de l'équipe suisse, 36e et dernière du classement de la Ligue des champions.

A mi-saison, le natif de Brazzaville totalise cinq buts en dix-huit matches de championnat et donc un but en huit matches de C1. Champions en

titre, les Young Boys de Berne remontent péniblement au classement après un début de saison manqué.

A Monza, Ganvoula retrouve une situation sportive compliquée : les Lombards sont 20es et derniers avec 8 points de retard sur Empoli, le premier non-relégable. Il devra dynamiser une attaque aphone (20 buts inscrits en 23 journées).



Au Havre, Junior Mwanga portera le numéro 23/Hac-foot.com

Junior Mwanga prêté au Havre

En manque de temps de jeu à Strasbourg, le milieu de 21 ans, Junior Mwanga, va finir la saison avec la lanterne rouge de Ligue 1.

Dans le dur cette saison du côté de Strasbourg (Huit apparitions, deux comme titulaire, 291 minutes de jeu), Junior Mwan-

ga va finir la saison au Havre, où il est prêté jusqu'en juin prochain, sans option d'achat.

Défenseur de formation reconverti en milieu de terrain, le Lyonnais de naissance va donc tenter d'aider le club normand à se maintenir. Le HAC est en effet 18e et dernier de Ligue 1 avec 5 points de retard sur le premier non-relégable.

Camille Delourme

PAN-F INGENIERI ET EQUIPEMENT CONGO

RECHERCHE UN(E)

Spécialiste en géotechnique ou levé

Expérience professionnelle : 3 ans

Langues : anglais courant

Habite à Brazzaville

Envoi CV : geo-engineering@qq.com

Contacte : +242 05 746 25 29 / +242 06 157 82 09



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU

NÉCHROLOGIE



Antoinette Otoumou, Cécile Eboura, Stanislas Okassou, Patrick Okemba Ndokou et la famille Ndokou ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances de Makoua, Ouesso, Impfondo, Pointe-Noire et Brazzaville le décès inopiné de leur fils, cousin, oncle, père et grand-père Jean Louis Ndokou dit « Bob du Pont » survenu le 1er février 2025 à Impfondo des suites d'une crise. Le deuil se tient au domicile familial à Makoua, au quartier Bonga (Ebongo).

L'inhumation a eu lieu le lundi 3 février à Makoua.

Que son âme repose en paix !



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Une mission d'experts de l'UE échange avec l'administration portuaire

Dans le cadre de l'étude d'identification et de cartographie de potentiels projets sur le corridor Pointe-Noire-Brazzaville-Kinshasa-Bangui, une mission d'experts mandatée par l'Union européenne (UE) a eu une séance de travail le 29 janvier avec la direction générale du Port autonome de Pointe-Noire.

Conduite par Jean-Marc Gauthier, chef de mission, expert en infrastructures régionales de transport, la mission d'experts est venue recueillir les idées des responsables de l'administration portuaire, notamment celles visant à comprendre les difficultés actuelles de fonctionnement du corridor de transport et de proposer les projets susceptibles d'être intégrés dans le nouveau mécanisme européen Global Gateway pour contribuer à sa redynamisation et au développement des échanges entre le Congo, la République centrafricaine (RCA), la République démocratique du Congo (RDC) et l'UE.

Echangeant avec les experts, Séraphin Bhalat, directeur général du Port autonome de Pointe-Noire, s'est réjoui de l'arrivée de cette mission: « Nous nous félicitons donc de cette mission qui vient comme pour booster un peu les idées que nous avons. En ce qui nous concerne, nous avons un plan stratégique



Les experts mandatés par l'UE au Port autonome de Pointe-Noire/Adiac

2022-2026 qui prévoit justement ces aspects-là, en mettant l'accent sur les corridors sans lesquels le port n'aurait pas son objet. Aujourd'hui, 80 % de notre trafic se trouve être en transbordement et donc 20 % en transit mais nous voulons essayer d'améliorer cette tendance en faisant en sorte qu'il y ait le transit qui prenne une plus grosse part, donc en améliorant les autres modes

de transport : ferroviaire, fluvial... Nous visons, comme c'est prévu dans votre étude, la RDC et la RCA et pourquoi pas aller plus loin pour reconquérir le trafic qu'on avait avant », a-t-il indiqué.

Après les entretiens, Jean-Marc Gauthier, à son tour, a souligné: « Il nous a été demandé d'étudier la possibilité de redynamiser le corridor entre Pointe-Noire-Brazzaville-Kinshasa et Ban-

gui. C'est un corridor qui fonctionnait parfaitement bien, il y a encore quelques dizaines d'années, et qui lentement a chuté au profit d'un autre Douala-Bangui, particulièrement routier. L'objet de notre visite au port de Pointe-Noire a été de recueillir les idées car c'est le principal port sur la façade Atlantique, pour relancer, redynamiser le transport des marchandises que ce soit

le vrac, les conteneurs entre Bangui et le Nord de la RDC ». Le chef de mission a ajouté: « La clé, c'est sans doute le fleuve entre Brazzaville et Bangui, c'est-à-dire la section Congo, la section Oubangui. Cette section est de moins en moins navigable. Il faut absolument trouver les voies et moyens de redresser tout cela et le port a un rôle important à jouer dans la redynamisation de ce corridor. Il y a déjà un problème qu'on peut considérer comme régler, c'est la redynamisation du port lui-même qui n'est pas à mettre en doute. On arrive devant une infrastructure performante et c'est maintenant la suite, notamment l'évacuation par la voie ferrée, par la voie routière, par la voie fluviale ». Il a conclu que les échanges avec le directeur général du port et toute son équipe ont été très instructifs car la mission a recueilli plusieurs idées.

Hervé Brice Mampouya

SÉCURISATION DES COMMUNICATIONS MARITIMES

L'ARPCE, le PAPN et la marine marchande unissent leurs efforts

Un protocole d'accord a été signé le 31 janvier dernier, au siège de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) entre elle, le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) et la marine marchande en vue de renforcer la surveillance et le contrôle des communications électroniques dans les eaux maritimes congolaises.

Louis Marc Sakala, directeur général de l'ARPCE; Séraphin Bhalat, directeur général du PAPN; et Christian Armel Nkou, directeur général de la marine marchande, ont signé l'accord qui marque une étape décisive dans la mission commune de sécurisation des communications maritimes.

« La signature ce jour de deux protocoles d'accord entre l'ARPCE et le deux grandes institutions représentées ici par leurs directeurs généraux témoigne de notre volonté commune à mettre en place un dispositif cohérent et complet de surveillance des communications à usage électronique maritime avec le port autonome de Pointe-Noire, premier port en eaux profondes de la sous-région qui accueille plus de 1000 navires annuellement. Nous établissons ainsi un cadre collaboratif qui permet d'assurer une surveillance efficace d'équipements de communications dans la zone portuaire. Cette collaboration prévoit notamment un contrôle de bureau de station radio, de vérification de sys-

tèmes et d'équipements de communications maritimes et une mise en place d'un système d'alerte rapide en cas de nécessité », a dit Louis Marc Sakala.

Il a poursuivi qu'avec la direction de la marine marchande, conformément à la réglementation portant Code communautaire de la marine marchande et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, il s'agira de renforcer la sécurité des communications sur l'ensemble des 170 km de côte. Ce partenariat renouvelé prévoit des mécanismes innovants pour la gestion des identités maritimes et le contrôle des équipements de communication d'urgence de la conformité au standard international de la sécurité maritime. Il n'a pas omis l'établissement d'un mécanisme d'échange d'informations régulier sur les mouvements des navires et leurs équipements de communication, l'organisation des missions conjointes d'inspection de télécommunications, la mise en place de programmes de formation pour le personnel technique ainsi que l'assistance mutuelle dans la gestion des



La photo souvenir à la fin de la cérémonie/Adiac

systèmes de communication maritime d'urgence.

Se félicitant de la signature de ce protocole d'accord, le commandant du port, le capitaine de vaisseau Alain Koua-Ngouloud, a signifié que « Cet accord a une grande importance pour le port, pour la marine marchande et pour l'ARPCE, parce qu'on va avoir désormais la maîtrise totale des communications électroniques qui ont lieu non seulement dans la zone portuaire

mais également jusque dans la limite de nos eaux maritimes, là où se trouvent les plateformes mobiles, les forages, les barges mais aussi tous les navires qui sont en contrat temporel d'exercice au Congo vont être mieux contrôlés, mieux suivis sur le plan de la gestion de communications électroniques et qui font partie du domaine de la sûreté et de la sécurité maritime ». Pour Christian Armel Nkou, directeur général de la marine marchande, la signature

de cet accord est un moment historique puisque le projet qui remonte depuis 2014 est maintenant concrétisé. « Il va nous permettre de bénéficier de l'expertise en la matière de l'ARPCE et nous allons collaborer pour l'intérêt de la communauté pour faire face à la cybercriminalité, aux cyberattaques et aux autres menaces qui pourraient survenir dans les eaux maritimes congolaises », a-t-il déclaré.

H.B.M.

CONGO-UA

Les adieux de Moussa Faki Mahamat à Denis Sassou N'Guesso

Après huit années à la tête de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat qui s'apprête à passer le témoin a témoigné sa reconnaissance au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, au cours d'une audience, le 3 février, à la résidence du Plateau Centre-ville, à Brazzaville.

S'exprimant à l'issue du tête-à-tête, le président de la Commission de l'UA a salué les avancées accomplies par l'organisation panafricaine durant son mandat et noté les défis posés à la fois par le contexte international difficile et les conflits dont l'Afrique fait face à l'intérieur des Etats.

« Pendant les huit ans, des réalisations importantes ont été faites sur le continent, notamment le renforcement de l'intégration à travers la zone de libre échange continentale ; des efforts ont été menés au bénéfice de la jeunesse et des femmes ; nous avons ouvert d'autres chantiers mais nous évoluons dans un contexte particulièrement difficile. Il faut apprécier ces avancées à la lumière de la réalité et laisser à d'autres l'occasion de commenter la tâche que nous avons accomplie », a confié le haut diplomate.

À propos de la crise libyenne dont le chef de l'Etat congolais préside le Comité de haut niveau de l'UA



Moussa Faki Mahamat s'exprimant devant la presse

sur ce dossier, Moussa Faki Mahamat a déclaré : « Je quitte la tête de la Commission dans un

contexte marqué malheureusement par des crises parfois extrêmement violentes sur notre

continent. Le président Sassou qui est l'un des plus anciens chefs d'Etat connaît parfaite-

ment les problématiques, parfois même historiques de ce continent ; c'est un chef d'Etat dont le panafricanisme est notoire et son engagement sans faille pour l'Afrique est également connu. Nous avons, au cours de notre entretien, fait le tour d'horizon de plusieurs questions, mais aussi de la mission qui lui a été confiée en tant que président du Comité de haut niveau sur la crise libyenne. Il y a une avancée significative : une charte de la réconciliation a été élaborée et nous comptons réunir les parties libyennes en marge du sommet prochain pour sa signature sous l'égide du président Sassou, à Addis-Abeba ».

Ancien Premier ministre, puis ministre des Affaires étrangères du Tchad, Moussa Faki Mahamat, 64 ans, a été élu à la tête de la commission de l'UA en 2017. Il cédera son poste lors du prochain sommet de l'organisation prévu les 17 et 18 février à Addis-Abeba, en Ethiopie

Gankama N'Siah

MUSIQUE

Roga Roga fait carton plein au Zénith Paris La Villette

Entre le concept «Bokoko» symbolisé par les percussions aux sonorités Kongo dans le département du Pool dès l'entracte, et celui illustré par l'entrée sur scène «Futuriste» de Roga Roga revêtu d'un habit de cosmonaute, Le Lampadaire suprême et l'orchestre Extra Musica ont livré un moment musical unique au public venu en nombre au concert inédit du 1er février au Zénith Paris La Villette, à l'initiative de TedMorgan Production.

Alors qu'une demi-heure plus tôt l'occupation des rangs de la salle était encore très clairsemée, à 20h45 pile, juste au moment du début du concert, la jauge de l'espace du Zénith Paris La Villette, incroyablement, n'affichait plus un seul siège disponible ! Peu après la belle entrée en matière, chacun des spectateurs se retrouvait embarqué par une époustouflante mise en scène offrant, en partage, une chorégraphie bien huilée, vé-

ritable tourbillon de rythmes envoûtants, avec Roga Roga et Extra Musica.

Pour cette nouvelle plongée dans l'énergie débordante de la légende congolaise, le public s'est laissé transporter tout au long d'un spectacle entrecoupé par les prestations scéniques des invités, prêt à vibrer, chanter et danser sur les plus grands hits de la star congolaise.

Au cours de cette soirée unique,

celles et ceux qui ont bravé le froid parisien ont pu vivre ce rendez-vous incontournable et mémorable, en découvrant et fredonnant des hits intemporels tels que «État-major», «Shalāï», et le phénoménal «Bokoko». Outre l'interprétation par Roga Roga et Extra Musica de ces classiques, ils ont apprécié également la prestation des invités, telle celle de Norbat de Paris, apparu sur scène en poussant une brouette, avant

d'interpréter en duo avec Roga Roga sa chanson sur la sape. Cette séquence permit aux sapeurs de monter sur scène, Ben Moukacha Le Sapologue en tête.

Autre temps fort, la présentation sur scène du groupe de jeunes Congolais nés en France et ayant comme lien avec leur pays d'origine la rumba mise à leur sauce. Ce groupe a opté pour s'appeler «Shalāï» qui, littéralement, dans le jargon des Zangul, signifie «Paix». Une manière du groupe d'exprimer sa reconnaissance à la musique de Roga Roga en véhiculant un message d'amour et de paix, prolongeant leur fierté patriotique d'être originaires de la République du Congo. Y faisant suite, quelques mots prononcés par un Roga Roga consterné qui a tenu à adresser un vibrant appel pour que la guerre cesse à Goma et ailleurs en Afrique.

Des avis unanimes sur la réussite du concert

Que dire du passage sur le podium de Roga Roga, Yorssy et Dany Synthé qui se sont associés au préalable pour un single assorti de son clip «Plus haut», une collaboration marquante qui allie la richesse des sonorités congolaises à une production contemporaine raffinée. Sur scène, ils l'ont interprété d'une manière festive avec, en ligne de mire, l'ambition du dépassement

de soi et de la progression, qu'elle soit individuelle ou collective.

À l'issue de plus de trois heures de cette prestation musicale immersive, où chaque note a résonné avec puissance à l'oreille d'un auditoire captivé, les avis entendus du public étaient presque unanimes. « C'était une soirée inoubliable au cours de laquelle chacun de nous s'est laissé séduire par la magie de l'artiste Roga Roga, toujours à la recherche de la redéfinition des frontières de la musique africaine », pouvait-on entendre à la sortie de ce concert de classe mondiale avec l'une des figures les plus emblématiques de la scène musicale contemporaine.

Juste à la fin, avec professionnalisme, Roga Roga a pris le temps de remercier les journalistes, les influenceurs, les techniciens, le public venu en nombre, toutes celles et tous ceux qui ont travaillé dans l'ombre et dans la lumière, de loin ou de près, chacun pour avoir donné naturellement le meilleur de lui-même.

Espérant tout de même avoir su se différencier par rapport aux autres spectacles classiques, il s'est vanté d'avoir produit une prestation en mode «Bokoko» au point d'avoir vu les spectateurs en liesse, en transe, pour un impact qui restera gravé en vue de la valorisation de la culture, notamment de la culture africaine à Paris.

Marie Alfred Ngoma



Roga Roga en concert au Zénith Paris La Villette, le 1er février 2025/DR